



Pour sécuriser la ressource en eau et s'adapter au changement climatique, il est urgent d'agir. C'est ce qu'ont rappelé les membres de l'Association des irrigants des régions méditerranéennes de France (AIRMF), au préfet en charge du suivi des conclusions du Varenne de l'eau, Frédéric Veau.

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Il est urgent de sécuriser la ressource



Le président de l'AIRMF, André Bernard, entouré de Patrick Lévêque et Fabienne Bonet, qui siègent pour les régions Paca Occitanie au comité de bassin Rhône-Méditerranée, respectivement président de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et présidente de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales.

Le Varenne agricole de l'eau, qui faisait suite aux Assises de l'eau de 2017, a été organisé l'an dernier, pour identifier des solutions concrètes et aider le secteur agricole à relever les défis du changement climatique. Celui qui assure la mise en œuvre de la feuille de route, le préfet Frédéric Veau, était il y a quelques jours dans la région. À l'occasion de l'assemblée générale de l'Association des irrigants des régions méditerranéennes françaises (AIRMF), son président, André Bernard, avait invité le délégué interministériel pour lui "montrer l'engagement des régions méditerranéennes du grand Sud, tout le travail réalisé à chaque échelon : celui des services des Chambres d'agriculture, des sociétés d'aménagement, des stations d'expérimentations et des exploitations, sur les économies et la sécurisation de la ressource, mais aussi de pointer les besoins qui émergent partout".

Le poids des réseaux collectifs

Pour mieux connaître les Associations syndicales autorisées (ASA), une enquête a permis de proposer des stratégies d'actions destinées à améliorer leur accompagnement. Tous ces travaux menés sur les réseaux ont permis d'économiser 177 millions de mètres cubes d'eau.

Le poids considérable des ASA en agriculture

Pour planter le décor, un état des lieux des réseaux collectifs et des Associations syndicales autorisées (ASA) a d'abord mis en évidence que, sur les deux versants du Rhône, les structures collectives avaient un poids considérable pour l'agriculture. Par exemple, Mireille Brun, chargée de mission à la Chambre régionale d'agriculture Paca, a décrit une région particulière en matière de gestion de l'eau agricole, au sein de laquelle "trois exploitants sur quatre sont desservis par des réseaux d'irrigation collectifs". Elle a illustré tout le paysage d'une gestion collective avec son système unique où la Durance, véritable axe de l'irrigation de la région, permet de desservir 127 000 hectares via des canaux gravitaires. Dans ce vaste territoire, 500 ASA gèrent ces réseaux collectifs, au sein desquels les projets de modernisation ne manquent pas. L'agriculture régionale bénéficie de ce fait d'un vaste programme d'accompagnement, piloté par la Région, pour moderniser et améliorer les infrastructures. Sur la dernière programmation (2014-2021), 80 millions d'euros de travaux ont été portés par les ASA. De son côté, Christophe Lafon, chargé de mission à la Chambre régionale d'Occitanie, indiquait que "120 000 hectares bénéficient d'une gestion collective de l'irrigation, dans un territoire qui compte quelque 700 réseaux collectifs".

monde agricole ne demandent qu'à s'exprimer. Nous avons un défi majeur à relever. Être capable de produire avec moins d'eau disponible, mais aussi sécuriser la ressource", indiquait André Bernard au préfet Frédéric Veau, en sollicitant également son expertise pour aller chercher des moyens auprès de l'Agence de l'eau et de l'Europe, "des fonds du Feder notamment, que des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou la Pologne utilisent, mais pas la France".

"Le Varenne est un acquis"

En ce qui concerne la gestion quantitative de la ressource: "Nous avons, avec le Varenne, réussi à faire admettre que si l'on prélevait hors période de basses eaux et que l'on stockait de l'eau, ces volumes pourraient venir se rajouter aux volumes prélevés en période normale. Mais aujourd'hui, le ministère de l'Environnement voudrait nous imposer que ce que nous prélevons hors période basses eaux ne serait que pour substituer ce que l'on pourrait prélever normalement. Nous sommes vent debout contre cette volonté. Le stockage devient indispensable pour répondre aux besoins multi-usages", défendait le président de l'AIRMF.

Sur cette thématique de l'accès raisonné à la ressource, le préfet Frédéric Veau assurait que les services de l'État travaillaient sur "la méthodologie des volumes prélevables hors étiage", conscient que "l'attente de la profession est très forte". Il a aussi indiqué qu'il y avait aujourd'hui "une réelle dynamique engagée au travers du Varenne. Les épisodes caniculaires de cet été ont renforcé la détermination d'avancer. Aussi nous devons rester dans un équilibre constant entre l'adaptation au changement climatique et l'accès à la ressource". Mais, insistait-il, "le Varenne est un acquis".

L'eau, un outil

d'assurance récolte

Pour ce qui est du pilier de l'adaptation de l'agriculture, des travaux importants des instituts techniques et de l'Acta sont menés actuellement. Toutes les régions ont produit leurs diagnostics et certaines sont maintenant en phase de production d'une feuille de route. Par ailleurs, toutes les filières ont enga-

gé des travaux sur le changement climatique. "Ce travail porte à la fois sur l'adaptation au changement climatique et sur l'atténuation. Pour beaucoup de filières, ces travaux sont désormais très concrets. Mais, d'une manière générale, elles expriment le besoin d'un soutien public sur la recherche appliquée et à la modernisation", précisait le préfet, Frédéric Veau.

Comme n'ont cessé de le rappeler les irrigants au cours des échanges, sans eau ils ne seront pas capables de répondre à la demande de la souveraineté alimentaire du pays. "L'eau n'est plus une option, c'est un élément d'assurance pour arriver à produire", martelait le président André Bernard.

Et si l'AIRMF continue de prendre toute sa part dans les enjeux scientifiques et techniques pour répondre au changement climatique, elle a aussi conscience que c'est sur un autre terrain, plus pédagogique et auprès du grand public cette fois, pour argumenter et expliquer ce que fait la profession agricole très concrètement sur l'hydraulique agricole, qu'elle doit davantage s'aventurer. C'est d'ailleurs prévu à l'occasion du prochain Salon de l'agriculture à Paris. ■

Emmanuel Delarue



Frédéric Veau, délégué interministériel en charge du Varenne de l'eau

"Nous devons rester dans un équilibre constant entre l'adaptation au changement climatique et l'accès à la ressource."

Nous achetons vos TRUFFES

Chez vous, sur RDV - 06 47 93 29 63

ou chez PLANTIN (sans RDV, du mardi matin 8H au vendredi 12H) - Ancienne route de Nyons à Puyméras - Tél. 04 90 46 41 44



PLANTIN
L'ART DE LA TRUFFE
DEPUIS 1930

